Liban/Syrie : Faudrait-il que l'histoire se répète ?



« Le témoignage au mois de novembre devant le Tribunal Spécial du Liban de Marwan Hamadé, ancien ministre et député, s'est focalisé sur les relations entre Assad et Rafic Hariri, ancien premier ministre libanais assassiné. »

Concernant Rafic Hariri

M. Hamadé a révélé que Hariri, suite à sa visite à Damas le 26 août 2004, lui a avoué que : « le président syrien veut Lahoud et rien d'autre que Lahoud comme Président de la République au Liban pour un second mandat ». B. Assad a rajouté en disant : « vous voulez dicter à la Syrie quel sera le nouveau président mais vous ne vous rendez pas compte que nous sommes les seuls à prendre cette décision. Ce n'est ni la France ni les Etats-Unis qui peuvent le faire ». Lorsque Hariri s'est montré réticent, Assad lui répond : « je vais détruire le Liban sur votre tête et sur celle de Joumblatt : rentrez à Beyrouth ».
Ce qui est encore plus humiliant lors de cette entrevue, c'est qu'aucun protocole n'était respecté et Assad se comportait comme un monarque : « Hariri avait été convoqué pour recevoir des ordres (…) et s'assurer qu'il s'exécuterait » poursuit Hamadé devant le président de la chambre de première instance du TSL. Le TSL a été créé en juin 2007 par une résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Crimes et terrorisme

La juridiction est unique en son genre : onze juges libanais et internationaux se penchent « sur le crime de terrorisme pour la première fois dans l'histoire de la justice internationale ». Ce tribunal, qui se voulait un jugement sur l'affaire Hariri remet en surface les pratiques passées et à venir du régime d'Assad. Avec le déclenchement de la guerre civile en Syrie et les 200 000 morts syriens, ce tribunal devient un tribunal « double » propre au Liban et à la Syrie.
En effet, ce que vit le peuple syrien aurait pu être évité si la communauté internationale avait tenté de mettre fin à la série d'attentats qu'a subit le Liban de 2005 à 2007. Pire encore,

Sarkozy a voulu se rapprocher d'Assad par l'intermédiation de Michel Samaha, l'homme de confiance de Claude Guéant auprès de Bachar el Assad.

Le Liban sous la tutelle de Damas ?

Aujourd'hui, la question qui se pose est la suivante : est-ce que le Liban, affaibli et déchiré, en panne d'institutions, se mettra t'il aussitôt sous la tutelle de Damas ? Un fidèle collaborateur des renseignements syriens (Mokhabarats) sera t'il installé au pouvoir ?. Selon un spécialiste du dossier libanais, les efforts à venir seront focalisés pour s'entendre sur un candidat de consensus. Selon cette même source, l'ambassadeur du Liban au Vatican, Georges Khoury et l'ancien ministre des affaires étrangères, Jean Obeid bénéficieront de l'appui des acteurs externes.

Qui est Jean Obeid ?

Il est le gendre de l'ancien chef de l'armée Emile Boustani. Il était journaliste et responsable du journal Al-Baath au Liban puis a été élu députés au parlement libanais. Lors de l'élection présidentielle de 1998, la famille Assad a du soutenir le Général Emile Lahoud bien que le père Assad était plus favorable à l'élection de Obeid. Ce dernier a été une pièce maîtresse pour le régime Assad lorsqu'il était ministre des affaires étrangères au moment de la signature de la résolution 1559 qui ne mentionnait au final que le retrait des forces étrangères du Liban sans évoquer le terme « Syrie » dans cette résolution.
Vers le début des années 70 son nom a été associé à l'affaire « des missiles Crotal ». Il s'agissait de commissions d'un montant de 9 millions USD ; ci-dessous un lien vers le site de l'armée libanaise qui évoque ce scandale et qui a été à l'origine de la détérioration des relations pendant un temps avec la France :
http://www.lebarmy.gov.lb/fr/news/?1010#.VIBz69KG9Yp

Scandale ou pas ?

L'affaire a été remise entre les mains d'une commission parlementaire libanaise qui aurait pour mission de fournir des éclaircissements sur le dossier mais aucune réponse n'a été donnée. Il a été signalé que le chef de l'armée, le beau père de Obeid, Emile Boustany, s'était réfugié en Syrie pour échapper à l'audition. Depuis ce scandale, Jean Obeid n'est plus jamais intervenu d'une façon « direct » dans des transactions financières.
Si le choix du candidat s'arrête sur l'ancien ministre des affaires étrangères Jean Obeid, l'hégémonie de la Syrie sur le Liban s'exercera à travers cette désignation à la présidence de l'Etat comme le prouve le témoignage de M.Hamadé. Fidèle parmi les fidèles au régime de Damas, M.Obeid favorisera la mainmise de Bachar al Assad sur le pays du cèdre. Et le Liban redeviendra une province syrienne comme durant les quarante dernières années.

PS

Cet article ne relate en aucun cas notre opinion, cela n'engage que son auteur (e)…

Lien web :
http://communiques-presse.com/liban-syrie-faudrait-il-que-histoire-se-repete/13/12/2014/